

Europe : d'une démilitarisation l'autre

Étienne de Durand

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2014/1 Printemps, PAGES 103 À 116
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365672290

DOI 10.3917/pe.141.0103

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-1-page-103?lang=fr>



CAIRN . INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Europe : d'une démilitarisation l'autre

Par Étienne de Durand

Étienne de Durand est directeur du Centre des études de sécurité de l'Ifri.

Amorcée dès les années 1970, confirmée dans les années 1990 avec les « dividendes de la paix », accélérée par la crise de 2008, la démilitarisation de l'Europe est incontestable. L'effondrement des budgets produit des armées réduites, des matériels déployés en échantillons, des capacités en berne. Alors que les États-Unis se désengagent partiellement d'Europe, cette démilitarisation débouche sur l'impuissance européenne dans un monde où la violence collective demeure une réalité.

politique étrangère

La démilitarisation de l'Europe est en marche, et rien ne semble pouvoir l'arrêter. Faut-il s'en émouvoir ? De la canonnière d'Agadir à la Grande Guerre, du pacte Briand-Kellogg au pacte Molotov-Ribbentrop, des premières crises de la guerre froide jusqu'à la détente, l'Europe s'est militarisée et démilitarisée au gré des circonstances, sans que l'impact potentiellement démobilisateur de ces variations ait été maîtrisé dans la durée. Si la démilitarisation fait aujourd'hui débat, à la suite du discours de Robert Gates en 2010, voici 30 ans était dénoncée à l'inverse la « militarisation du monde occidental¹ ». La variation traduit l'ambivalence de la notion : démilitariser un équipement implique de le rendre inoffensif, mais l'innocence renvoie aussi bien à l'absence de mal qu'à la bêtise. De même, la démilitarisation n'intervient normalement qu'après une grande guerre ou une rupture majeure, tandis que l'Europe d'aujourd'hui démilitarise après une paix qu'on n'ose dire trop longue, malgré Hegel. Toute démilitarisation n'est peut-être pas bonne à prendre.

Pour que la démilitarisation actuelle apparaisse comme le problème qu'elle est effectivement, il faut donc que cette double inflexion, sémantique et historique, soit perçue comme telle. Le danger est en effet que notre démilitarisation se poursuive en silence, jusqu'à désarmer l'Europe

1. J.R. Gillis (dir.), *The Militarization of the Western World*, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 1989.

et la condamner à l'insignifiance. Un continent incapable de se défendre seul, impuissant à intervenir à l'extérieur, en particulier sur ses marches, risque de voir remises en cause et son influence et sa sécurité.

Faits bruts, tendances nettes

La tendance générale est indéniable, tant s'accumulent indices, chiffres et éléments de preuve². S'il est vrai que les pays européens ne sont pas tous uniformément affectés, la différence des situations initiales et des politiques suivies n'en est pas moins secondaire par rapport aux effets engendrés par le désarmement en cours.

En berne

La démilitarisation a procédé en trois vagues distinctes, aux effets cumulatifs : l'érosion de long terme, qui a vu la part des dépenses de défense dans la richesse nationale baisser dans tous les pays occidentaux depuis les années 1970 ; la baisse brutale correspondant à la fin de la guerre froide et aux « dividendes de la paix » ; enfin la crise ouverte en 2008. En un demi-siècle, les crédits de la Défense sont passés en Europe de 3 %-4 % à un peu plus de 1 % du PIB, soit une réduction sans équivalent historique³. La rupture est encore plus significative si l'on considère le seul budget de l'État, pour lequel la Défense a longtemps représenté le poste principal, jusqu'à ce que la montée des dépenses sociales et autres dépenses publiques ne relègue loin derrière les crédits militaires. S'en est suivie bien évidemment une diminution drastique des capacités, en premier lieu au plan quantitatif. « Où sont passés tous les soldats ? », titrait-on voici peu – de fait, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) réduite à l'Europe compte aujourd'hui 2 millions d'hommes en armes contre 5,5 en 1988⁴. En France, la fin de la conscription et les réductions intervenues depuis se sont traduites par un format d'armée divisé seulement par deux, là où d'autres pays ont été beaucoup plus radicaux : de 770 000 soldats d'active et de réserve en 1990 à 42 000 aujourd'hui, l'armée suédoise a disparu à plus de 90 %. Sur tout le continent, la fonte des effectifs débouche sur des « déserts militaires » toujours plus vastes.

À une échelle plus fine, l'analyse comparative ne rassure pas, et met à mal le mythe selon lequel les armées européennes se seraient modernisées en troquant la quantité contre la qualité. Comme le montre une étude

2. M. Foucault, *Les Budgets de défense en France, entre déni et déclin*, Paris, Ifri, 2012, « Focus stratégique », n° 36 ; J.-B. Vouilloux, *La Démilitarisation de l'Europe. Suicide stratégique ?*, Paris, Argos Éditions, 2013.

3. Ces chiffres doivent s'entendre hors pensions et gendarmerie (ou équivalent).

4. J.J. Sheehan, *Where Have All the Soldiers Gone? The Transformation of Modern Europe*, New York, NY, Houghton Mifflin Harcourt, 2008. Pour les chiffres, voir IISS, *The Military Balance 1990*, New York, NY, Routledge, 1990 et *The Military Balance 2013*, New York, NY, Routledge, 2013.

récente, nombre de capacités ont connu des diminutions souvent considérables : à preuve les chars de bataille, réduits de deux tiers⁵. Drones et plateformes de détection sont les seules catégories de matériel à avoir augmenté dans les 15 dernières années. En outre, les chiffres résumés dans le tableau 1 couvrent la période 1999-2012 et ne prennent donc en compte ni les contractions de format immédiatement postérieures à la fin de la guerre froide, ni les réductions engendrées par l'actuelle crise, qui s'étaleront jusqu'à la fin de la décennie – le nombre total d'avions de combat devrait par exemple baisser encore de plusieurs centaines.

Aperçu de la démilitarisation de l'Europe par grand type d'équipement				
Type d'équipement	Nombre d'unités pour les 28 de l'UE en 1999	Nombre d'unités pour les 28 de l'UE en 2012	Variation (%)	
Véhicules blindés	50 331	32 663	- 35,1	↓
<i>Véhicules blindés de combat d'infanterie</i>	34 700	27 445	- 20,9	↓
<i>Chars de combat</i>	15 631	5 218	- 66,6	↓
Avions	4 760	3 117	- 34,5	↓
<i>Avions de chasse et d'attaque au sol</i>	3 856	2 095	- 45,7	↓
<i>Détection, surveillance, guerre électronique et lutte anti-sous-marine</i>	144	214	+ 48,6	↑
<i>Transport tactique et ravitaillement en vol</i>	760	808	+ 6,3	→
Hélicoptères	3 146	2 776	- 11,8	→
<i>Hélicoptères multirôles, hélicoptères de transport</i>	1 914	2 446	+ 27,8	↑
<i>Hélicoptères d'attaque</i>	1 232	330	- 73,2	↓
Moyens amphibies	582	491	- 15,6	↓
<i>Grands bâtiments amphibies</i>	18	19	+ 5,6	
<i>Barges de débarquement</i>	564	472	- 16,3	↓
Capacités maritimes	1 998	1 607	- 19,6	
<i>Principaux navires de combat de surface (frégates, destroyers, porte-avions)</i>	180	132	- 26,7	↓
<i>Sous-marins (sous-marin nucléaire lanceur d'engins, sous-marin nucléaire d'attaque, sous-marin de poche)</i>	89	61	- 31,5	↓
<i>Guerre des mines</i>	272	194	- 28,7	↓
<i>Navires de patrouille et de combat côtier</i>	1 457	1 220	- 16,3	↓
Drones	57	119	+ 108,8	↑
Source : C. Mölling et alii, <i>European Defence Monitoring</i> , Berlin, SWP, janvier 2014.				

5. C. Mölling et alii, *European Defence Monitoring*, Berlin, SWP, janvier 2014.

Si l'on s'attache aux « contrats capacitaires » des grandes nations européennes, force est de constater une réduction drastique des ambitions. Dans le cadre d'une opération majeure, avec préavis et non reconductible, la France prévoit ainsi, dans le Livre blanc de 1994, 50 000 hommes en ordre de bataille, avec soutiens et aviation, 30 000 dans celui de 2008 et 15 000 en 2013. De 2000 à 2010, le Royaume-Uni passe de 50 000 à 30 000 hommes ; les Allemands conservent pour leur part un niveau d'ambition peu élevé, à 10 000 – ce qui signifie que les trois principales puissances militaires du continent ne pourraient ensemble mobiliser qu'environ 50 000 hommes pour une opération majeure.

Cette brutale réduction d'échelle ne s'est pas traduite par un gain qualitatif équivalent. À l'inverse, les opérations des 15 dernières années ont jeté sur les carences capacitaires européennes une lumière d'autant plus crue qu'elles n'ont nullement été résorbées, et se sont parfois aggravées : capacités C4ISR⁶, ravitailleurs ou hélicoptères de transport – faiblesses identifiées de longue

L'armée de Terre française plus petite que la Reichswehr

date, confirmées au Kosovo, en Afghanistan ou en Libye. Ces mêmes « grands pays » ont ainsi des faiblesses et même des failles capacitaires complètes, parfois en commun (ainsi des moyens SEAD⁷), parfois spécifiques : transport tactique et rensei-

gnement pour les Français, aéronavale ou patrouilleurs maritimes pour les Britanniques. Les nations militairement intermédiaires sont, pour la plupart, dans une situation plus difficile encore. L'armée néerlandaise n'a plus de chars ni de patrouilleurs maritimes et a décidé en mars 2013 d'intégrer les capacités qu'elle garde dans une unité conjointe avec l'Allemagne, ce qui interdit *de facto* à La Haye toute intervention séparée. Plus aucune nation européenne ne couvre vraiment tout le spectre des capacités militaires, les quelques nations qui en apparence y parviennent se cantonnant dans certains domaines à des quantités « échantillonnaires ».

La démilitarisation post-guerre froide a donc affecté l'Europe plus profondément qu'on ne le croit généralement. Carences capacitaires et réductions quantitatives ont produit un véritable changement de paradigme. Il s'est *réellement* passé quelque chose : une réduction d'échelle sans précédent. L'armée de Terre française est aujourd'hui plus petite que la Reichswehr de Versailles, imposée alors par les Français comme gage de sécurité et vécue par les Allemands comme une insupportable humiliation⁸. L'armée de l'Air

6. *Computerized Command, Control, Communications, Intelligence, Surveillance, Reconnaissance*.

7. *Suppression of Enemy Air Defenses*, soit la neutralisation des défenses antiaériennes ennemies.

8. 72 000 hommes et bientôt 66 000 dans la Force opérationnelle terrestre, c'est-à-dire la partie combattante de l'armée de Terre, contre 100 000 dans l'armée allemande de la République de Weimar.

française a vu sa flotte divisée par trois en 25 ans, avec un budget désormais inférieur à celui de la RATP. L'armée de Terre norvégienne est passée dans le même temps de 13 à 1 brigade, la Marine britannique de 49 à 18 navires de premier rang... La plupart des États européens sont désormais incapables de conduire et peut-être même de participer à des opérations de guerre face à un adversaire symétrique un tant soit peu sérieux. Dès lors que les généraux de division n'en ont jamais commandé ni même vu une et que l'« entrée en premier », c'est-à-dire la capacité à ouvrir un théâtre, est considérée comme l'apanage des seules « grandes puissances », la démilitarisation apparaît comme une tendance lourde, difficile à inverser si la sécurité de l'Europe était un jour en cause. Les déclarations de certains hauts gradés sur l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de remplir leur mission – le chef d'État-Major des armées (CEMA) suédois indiquant par exemple qu'il ne pouvait plus défendre son pays – battent en brèche les dénégations de leurs gouvernements, et ce alors même que l'effet des coupes récentes ou en cours ne s'est pas encore fait sentir⁹.

À vau-l'eau ensemble, mais chacun sa galère

Il serait toutefois trompeur de présenter la démilitarisation européenne comme un phénomène uniforme. Si la tendance se vérifie à divers degrés dans toute l'Europe, les situations demeurent contrastées, du fait des politiques suivies et des différences capacitaires qui existaient avant la crise. Ici aussi, l'Europe reste plurielle et dissonante.

Le sens de la pente n'est ainsi pas le même en France ou en Italie, dans les pays nordiques ou en Europe centrale. Outre les politiques suivies, deux critères semblent importants pour comprendre ces différences : la taille relative des pays et leur positionnement géographique. Tous ont en commun d'avoir chuté d'un ou plusieurs rangs : les grands pays européens, autrefois autonomes ou significatifs à l'échelle mondiale, ne sont plus que des puissances moyennes ou régionales ; à l'exception de la Pologne, les pays « moyens » comme l'Espagne ou les Pays-Bas sont en plein déclassement, tandis que les « petits » ont parfois abandonné jusqu'à la prétention à un positionnement de niche. La géographie stratégique européenne est ainsi en passe de changer : tandis que les nations du Sud de l'Europe, dévorées par la crise, semblent avoir renoncé à toute velléité extérieure et sacrifient dans les faits leur défense, les pays de l'Est et pour partie ceux du Nord de l'Europe se tournent majoritairement vers la défense territoriale et collective face à une puissance russe résurgente. Coexistent aussi

9. « Försvar med tidsgräns », *Svenska Dagbladet*, 24 février 2013, accessible à l'adresse suivante : <www.svd.se/nyheter/inrikes/forsvar-med-tidsgrans_7789308.svd> (« Nous pouvons nous défendre seuls une semaine »).

une *Mitteleuropa* hostile aux missions expéditionnaires, théoriquement orientée vers la défense collective mais dans les faits indifférente, et une Europe atlantique affaiblie, peut-être durablement en cas de sortie britannique de l'Union européenne (UE), essayant pourtant encore, France en tête, de rester crédible en matière de défense. Cette classification est simplificatrice, certains pays appartenant simultanément mais inégalement à plusieurs catégories : la France est interventionniste, tournée surtout vers le sud, mais aussi impliquée dans la défense collective de par sa taille, le Danemark et la Norvège étant à la fois nordiques et atlantiques. Elle illustre aussi les divergences profondes qui séparent les pays européens et leur interdisent d'espérer trouver une solution coopérative au problème de la démilitarisation actuelle : à court terme, le salut ne viendra ni de l'UE, ni de l'OTAN.

Des implications déplaisantes

En 2012, et pour la première fois sans doute depuis le ^{xvi}^e siècle, l'Asie a dépensé plus pour sa défense que l'Europe. Si, comme c'est hautement probable, cette tendance se confirme, elle devra s'interpréter comme l'indice d'une vraie rupture du système international, avec une provincialisation de l'Europe à la clé. Au moment où les États-Unis décident de « basculer » vers l'Asie et de limiter leurs engagements militaires, le décrochage européen ne peut qu'induire une profonde remise en cause de l'Alliance atlantique, fondée depuis toujours sur l'idée d'une garantie américaine et, en retour, d'une communauté de sécurité dans l'espace nord-atlantique, et au-delà si nécessaire. On voit mal comment les Américains ne se désengageraient pas d'une OTAN cantonnée à l'Europe.

Militairement, la raréfaction des capacités militaires déterminantes (« *enablers* ») est en train de rendre la plupart des pays européens très dépendants des deux ou trois appareils militaires qui les possèdent encore¹⁰, ce qui joue dans le sens d'une intégration plus poussée des « petites »

La raréfaction des capacités déterminantes

armées au sein des « grandes » mais accentue la fragilité militaire des grands pays qui connaissent eux-mêmes des déficits capacitaires grandissants. Ces déséquilibres sur fond de baisse capacitaire généralisée devraient se traduire par des projections de forces de plus en plus limitées dans leur ambition comme dans leur durée. Les rares pays européens encore en mesure de conduire une « entrée en premier » – notion française militairement floue, entre déploiement et prise de vive force, mais politiquement signifiante – ne

10. C. Mölling *et alii*, *op. cit.*

pourront sans doute le faire à l'avenir que face à des adversaires de troisième ordre et pour des périodes réduites, ce qui interdira les opérations de coercition ou de stabilisation telles que conduites ces 20 dernières années. Pire, la fonte rapide des stocks de matériels hérités de la guerre froide entraînera le déclin brutal de l'aptitude européenne à la défense collective, autrement dit de la capacité à stopper une attaque classique. Avec peut-être 15 brigades lourdes et 3 000 ou 4 000 chars en 2020, les Européens, même unis, tiendraient difficilement un front en cas de crise et seraient incapables de défendre plusieurs régions du continent simultanément : d'où une dépendance accrue à l'égard des États-Unis et de la puissance aérienne, dépendance doublement paradoxale puisque les capacités aériennes européennes déclinent vite et que l'Amérique se désengage.

La possibilité d'une remontée en puissance n'étant jamais garantie – le processus, toujours hasardeux, exige temps et ressources, ainsi que le maintien de compétences minimales –, la démilitarisation en cours est porteuse d'un double risque à l'horizon 2020 : un déficit capacitaire considérable entre nations actives et inactives et une divergence politique forte entre pays focalisés sur la défense de leur territoire et pays tentant de stabiliser l'environnement régional large de l'Europe, divergence interdisant une intégration capacitaire poussée entre Européens et conduisant à l'impuissance collective.

Raisons et sentiments

La démilitarisation de l'Europe est un phénomène total, résultant de facteurs complexes, hétérogènes et jouant sur des temporalités distinctes. Pour y voir clair, il est indispensable, après Cournot, de distinguer les « grandes raisons » qui travaillent silencieusement et à long terme des « petites causes » visibles de court terme, sachant que la rencontre des deux tient du hasard.

L'épuisement comme cause

À très court terme, la crise économique et financière de 2008 s'est traduite par une réduction brutale des budgets de défense : 10 % en moyenne entre 2008 et 2012 pour l'ensemble de l'Europe. Mais la crise a surtout révélé, ou accéléré, un phénomène de fatigue financière et politique déjà à l'œuvre. Qu'il se soit agi de réduire le malheur du monde, de tenir son rang ou plus prosaïquement de prouver qu'on était un bon allié, les opérations extérieures ont dominé les deux décennies postérieures à la guerre froide et l'interventionnisme a constitué un puissant motif d'investissement et de modernisation jusqu'à la fin des années 2000. Or, après une décennie d'engagements difficiles et au final peu concluants, les Occidentaux,

Américains en tête, sont désillusionnés quant aux motifs d'intervention et plus sceptiques encore quant à leurs chances de succès. Cette lassitude concerne les coûts humains, pertes amies et dommages collatéraux, mais aussi, et c'est nouveau, les dépenses engendrées par ces aventures extérieures.

En parallèle à cette fatigue politique, se sont mises en place les conditions d'un épuisement financier, aggravées par la crise mais qui lui préexistaient. Au phénomène connu d'inflation militaire – une augmentation du prix des équipements militaires au-delà de l'inflation générale, multipliant les prix par trois ou quatre d'une génération de matériels à l'autre – est venu s'ajouter le coût de la « transformation militaire » lancée par les Américains et poussée par eux auprès d'alliés sommés de réduire le *gap* technologique transatlantique¹¹. À grands traits, la transformation a consisté en Europe à réorienter des appareils de défense hérités de la guerre froide, donc majoritairement focalisés sur la défense territoriale, vers les missions expéditionnaires, tout en incorporant les progrès fantastiques réalisés en matière de technologies de l'information et d'électronique miniaturisée – soit le programme de la Révolution dans les affaires militaires.

En introduisant à divers degrés dans leurs forces capteurs modernes, réseaux C4ISR de traitement et de diffusion de l'information, armes de précision, mais aussi en rendant ces mêmes forces plus déployables par l'achat de moyens de transport et de véhicules plus légers, les États européens ont consenti des frais supplémentaires au moment précis où il leur fallait recapitaliser les appareils de défense de la guerre froide en voie de réforme, et donc encore trop importants. Conjugué à des ressources d'abord stagnantes puis brutalement réduites par la crise, ce coûteux effort de réforme s'est ainsi traduit par un véritable effet ciseaux, achevant au final le malade.

La déresponsabilisation comme raison

Les difficultés récentes ont heurté de plein fouet, et comme dynamisé, des tendances de moyen terme défavorables et qui tiennent pour l'essentiel à l'héritage de la guerre froide, au sein de l'Occident en général et en Europe plus particulièrement.

Surprenante pour un continent qui l'a jadis exportée au monde entier, l'inaptitude européenne à penser les formes contemporaines de la guerre

11. S. Lefeez, *Toujours plus chers ? Complexité des armements et inflation des coûts militaires*, Paris, Ifri, 2013, « Focus stratégique », n° 42.

tient sans doute d'abord aux caractéristiques de l'affrontement bipolaire qui, pendant cinq décennies, a durablement influencé les esprits. « Drôle de guerre » toujours menaçante et qui ne vient jamais, la guerre froide a en effet engendré quelques mauvaises habitudes : réduction du monde à deux camps antagonistes ; perception d'une menace vitale et omniprésente mais pas actualisée ; focalisation excessive sur des formes virtuelles de guerre totale comme la dissuasion au détriment des conflits réels ; obsession de la stabilité et de la désescalade au détriment des effets opérationnels ; keynésianisme technologico-militaire commode mais peu compatible avec les budgets réduits et les opérations fréquentes d'aujourd'hui... enfin sentiment vague qu'en réalité la guerre n'aura pas lieu. La guerre froide a mal préparé gouvernements et populations à l'âge des guerres limitées qui est ensuite venu, et qui fonctionne le plus souvent à rebours des évidences de la bipolarité. Il n'est donc guère étonnant que les interventions et conflits postérieurs à 1990 aient été vus tantôt comme radicalement nouveaux – perspective qui a surtout traduit une incompréhension inédite à l'égard de la conflictualité –, tantôt comme n'étant pas la guerre (l'armée de Terre américaine a ainsi parlé pendant une décennie d'« opérations autres que la guerre »), et qu'on ait méjugé la période actuelle à l'aune de la précédente. Si la guerre (totale) ne menace plus, même virtuellement, pourquoi préparer les non-guerres réelles ?

À la distanciation vis-à-vis de la guerre s'est ajoutée une dynamique proprement européenne de déresponsabilisation, dont les origines se confondent avec les débuts de la guerre froide. La Communauté économique européenne (CEE) et le projet européen se sont construits parallèlement à l'OTAN, donc dans l'oubli initialement volontaire des questions de défense. Par la suite, aucune initiative n'est parvenue à effacer ce péché originel : la France, pas plus que d'autres, n'a pu à ce jour imposer un sujet qui figure d'autant moins dans l'ADN européen qu'il est consubstantiel à celui de l'Alliance atlantique. La prise en main des affaires de sécurité du Vieux Continent par les États-Unis, pour nécessaire qu'elle ait été aux débuts de la guerre froide, s'est muée au fil du temps en habitude, confortable et perverse. Si l'OTAN a permis de standardiser les procédures et de garantir un certain degré d'interopérabilité, tirant ainsi vers le haut les appareils militaires européens, la garantie de sécurité américaine a contribué au premier chef à la déresponsabilisation, voire à l'infantilisation de nombre de pays européens, qui ne pensent plus leur défense autrement que collectivement et par le truchement des Américains – ce qui les expose, en cette période de « basculement » vers l'Asie, au risque d'être rapidement orphelins.

Une Europe irresponsable ?

Pour les autres, la recherche plus ou moins avouée d'influence auprès du grand frère les pousse vers une approche très diplomatique de leur appareil de défense, celui-ci ayant pour fonction première non de produire des effets militaires menant l'ennemi à résipiscence, mais bien de fabriquer de l'influence au sein de la famille occidentale, et auprès de Washington plus particulièrement. Même la posture française traditionnelle, arc-boutée sur la recherche des moyens de l'autonomie et sur l'indépendance proclamée, peut se lire comme relevant de la même démarche, mais inversée et donc tactiquement plus habile. Plus sérieuse à maints égards que le suivisme auquel s'est parfois cantonné l'atlantisme, la stratégie d'influence n'en produit pas moins une distanciation entre les opérations et leur finalité, qui comme telle est difficilement justifiable auprès de l'opinion. À cet égard, que l'opération Serval ait bénéficié d'un plus large soutien que la participation française aux missions de combat en Afghanistan n'a rien de surprenant : l'objectif précis de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) n'ayant pas été explicité, la population a soupçonné les dirigeants de « faire la guerre des Américains ».

En d'autres termes, faire la guerre est encore moins acceptable quand on fait celle des autres. Pensés comme gages de légitimité, les cadres multilatéraux, OTAN ou UE, sont aussi des formules collectives dissimulant la faiblesse des engagements individuels et organisant l'irresponsabilité des nations. En ces temps d'interventions ratées et d'austérité budgétaire, l'aspect négatif semble décidément prendre le pas sur la recherche de légitimité.

Mauvaise conscience et oubli

Par-delà les politiques de sécurité et les circonstances, on ne peut rendre compte de la démilitarisation européenne sans mentionner ces facteurs fondamentaux que sont l'éloignement de la guerre, sa délégitimation profonde comme outil politique et, en corollaire, l'affaiblissement de l'État régalien.

En Europe, « la guerre » évoque des représentations fortes, les tranchées de la Première Guerre mondiale ou des images de la Seconde mêlant exode, bombardements, débarquement – mais ne renvoie plus à une réalité vécue. Alors que prolifère le vocabulaire guerrier, qu'il n'y a jamais eu autant de stratégies diverses, la compréhension des réalités de base du conflit s'est très largement estompée dans la population, militaires compris jusqu'à l'Afghanistan. Cela tient d'abord à un écart de génération. Jusqu'aux années 1970, la majeure partie de la population européenne se souvenait directement de la Seconde Guerre mondiale et avait connu des poilus. D'ici une vingtaine d'années, la mémoire vivante de la décolonisation et de ses conflits aura

disparu, entraînant avec elle la fin d'une certaine culture de guerre. On en ressent déjà les effets, d'abord pour les dirigeants européens qui n'ont plus d'expérience personnelle de la guerre et n'en comprennent plus vraiment la logique ni les mécanismes fondamentaux.

Pareille incompréhension de la guerre se vérifie auprès de la population. Contrairement aux générations précédentes, qui par une formule simple et sèche – « c'est la guerre » – résumaient d'un coup un ensemble d'évidences relatives aux nécessités inhérentes au conflit, s'imposant à la collectivité comme aux individus, les Européens d'aujourd'hui ignorent tout des réalités du combat et des notions militaires de base – phénomène évidemment accéléré par la fin de la conscription. Qui sait encore ce que c'est qu'une frégate, qui saisit à peu près ce que représente une division sur le terrain – et comment s'étonner que l'opinion ne s'émeuve nullement de la disparition de presque toutes les divisions européennes dès lors que divisions, régiments et compagnies sont en gros confondus ? Qu'il s'agisse de pertes au combat, du poids, ignoré mais souvent jugé excessif, des dépenses de défense ou encore des menaces potentielles, on constate une même confusion, une perte semblable des repères élémentaires, précisément quand les médias modernes rendent accessibles les images de conflits comme jamais auparavant, mais pour un public de moins en moins en mesure de les contextualiser. Gênant pour le lien armées-nation, ce déficit de culture se fait dangereux au niveau stratégique, par exemple lorsqu'il travestit en évidence une contre-vérité dénoncée en son temps par Clausewitz, à savoir la séparation entre la guerre et la politique, fausse évidence qui prépare mal l'Européen moyen à comprendre les ressorts et enjeux des guerres limitées livrées par l'Occident depuis deux décennies.

Cette série de paradoxes peut être résumée ainsi dans le cas français : la fin du service aidant, l'armée est redevenue populaire, mais cette popularité repose largement sur un mélange d'ignorance avérée des réalités stratégiques et d'indifférence polie à l'égard de l'institution militaire ; si bien que cette même opinion qui dit faire confiance à 80 % à l'armée laisse faire, ou parfois encourage, par sondages interposés, les coupes successives dans les budgets de défense et les structures de forces. Après la guerre, le souvenir, puis le souvenir du souvenir – la commémoration –, enfin plus rien.

La distanciation par rapport à la guerre comme expérience ne déboucherait cependant pas sur une telle indifférence si elle ne se greffait sur une délégitimation profonde de la guerre, et même de la défense, comme instrument politique qui remonte effectivement à la « der des ders ». La France risque ainsi de célébrer davantage les mutins de 1917 que les

millions de soldats (parfois les mêmes) qui ont fait leur devoir et la « boucherie inutile de 1914-1918 » plus que la victoire – non que ces formules soient fausses, mais il serait problématique qu’elles résument à elles seules l’héritage de la Grande Guerre, accréditant l’idée que la violence, et non l’adversaire de l’époque, aurait été l’ennemi véritable, la vanité de l’affaire l’emportant *in fine* sur les efforts et sacrifices consentis. Ces représentations modernes dominantes auraient bien surpris la génération des combattants de 1914, qui n’adhérait pas massivement aux thèses pacifistes. Surtout, elles les dépossèdent du sens de leur épreuve et fait le jeu de la démilitarisation actuelle. Si toute guerre est nécessairement la « boucherie inutile » de Céline, pourquoi s’y préparer encore ?

De même, dans la perspective moralisante pour partie héritée de la critique de 1914-1918, les intérêts nationaux sont perçus comme forcément suspects, voire sales, seuls les motifs désintéressés au sens strict étant admissibles. Or, les interventions humanitaires ont des ambitions affichées presque infinies, ce qui les rapproche, en apparence et dans le discours, des guerres totales, alors même que leurs motivations réelles sont très faibles et souvent peu étayées par des intérêts ; cette contradic-

Une délégitimation de la guerre

tion initiale s’avère, à l’usage, politiquement ingérable. Le mouvement de délégitimation se combine à la distanciation évoquée plus haut pour interdire à la fois l’appréhension de la guerre dans sa dimension principale – à savoir comme instrument politique – et la compréhension réaliste des relations internationales, qui demeurent aujourd’hui dominées par des rapports de force qui n’excluent que rarement les menaces militaires. À cet égard, on peut craindre que le mélange de condescendance et d’ignorance à l’endroit des « nouveaux barbares », typique des Occidentaux interventionnistes des années 1990, ne se transforme rapidement en un provincialisme irresponsable. En un temps où la défense est travestie en sécurité et de plus en plus diluée dans cette dernière, s’impose par défaut, et sous l’effet de l’éloignement de la guerre, un pacifisme non de conviction mais bien d’indifférence (« Qu’on nous foute la paix ! »).

Distanciation et délégitimation vont enfin de pair avec l’affaiblissement historique de l’État-nation, à la fois en général, comme structure de commandement, et face à l’émergence d’acteurs supranationaux comme l’UE. Tout se passe comme si l’État providence s’était peu à peu imposé contre l’État régalien (*welfare vs. warfare*), comme si la fonction de redistribution au profit des individus avait définitivement pris le pas sur la fonction de protection collective – pourtant première historiquement et

philosophiquement : « La guerre a fait l'État et l'État a fait la guerre », remarque justement Charles Tilly. Les opinions ont aujourd'hui du mal à comprendre que la défense est indispensable même lorsqu'elle n'engage pas leur seule sécurité physique, en ce qu'elle garantit les intérêts de la collectivité, son autonomie de décision et son influence extérieure. Ainsi la baisse des crédits de défense est-elle souvent justifiée au regard de l'inexistence de la menace, affirmation triplement erronée. Ce raisonnement se réfère tout d'abord implicitement à la guerre froide et prétend disqualifier, par comparaison avec la défunte URSS, toute menace qui ne serait pas totale, alors qu'existent bel et bien un certain nombre de risques, toujours susceptibles, à plus ou moins longue échéance, de s'actualiser en menaces. En outre, le siècle de guerres totales dont nous venons représente l'exception et non la règle historique, ce qui n'a pas empêché les États de conserver des forces armées dans les autres périodes, même les plus pacifiques. Enfin, il ne devrait pas être plus nécessaire d'exhiber une menace majeure pour justifier une politique de défense que d'attendre un accident grave pour souscrire une assurance. Par un paradoxe typique de l'époque, l'évidence individuelle qui explique qu'on n'a jamais pris autant d'assurances variées ne fait pas sens collectivement, c'est-à-dire précisément au niveau où l'action de l'État est indispensable car irremplaçable – mais peut-être est-ce justement le collectif qui ne fait plus sens...

Par un renversement historique des valeurs, le maintien sur la durée d'un outil militaire et industriel raisonnablement performant semble désormais perçu comme un luxe, là où la sécurité sociale et tous les services publics sont tenus comme une évidente nécessité – voire, en France, comme un élément consubstantiel au modèle national : on ignore généralement que la seule ville de Paris comptera bientôt presque autant de personnels que l'armée de Terre de combattants, et le sait-on qu'on ne s'en émeut guère.

C'est ici sans doute que l'on retrouve la Première Guerre mondiale et ses séquelles : dans un même mouvement, 1914-1918 et ses suites ont ébranlé dans leurs fondements la guerre, la nation et même l'État, redirigeant puis cantonnant ce dernier dans sa nouvelle fonction de redistribution, désormais seule véritablement légitime. Abaissement de l'État et de la nation qui furent les vecteurs historiques de la « violence collective finalisée », perte concomitante de sens du niveau collectif : on comprend mieux qu'il soit devenu si difficile en Europe de faire, et même de penser, la guerre.

La tendance générale est fort claire, mais il conviendrait sans doute de hiérarchiser plus finement causes et raisons, de marquer plus nettement les différences entre pays européens qui n'obéissent pas tous avec la même intensité à la logique décrite ici et ainsi de distinguer entre divers degrés et formes de démilitarisation. On devine par exemple que, dans l'ordre des discours et autres symboles politiques, comme dans la réalité, esquissée plus haut, des capacités et ambitions géographiques, la France ne s'en tire pour l'instant pas trop mal.

Mais précision intellectuelle et rigueur de la recherche doivent aujourd'hui s'effacer devant l'urgence pratique et collective, c'est-à-dire politique. Il est indispensable, pour la France comme pour l'Europe, de freiner le désarmement en cours, puis d'engager un mouvement inverse, ce qui requiert à la fois un travail d'explication et d'organisation. Sur le premier point, les Européens doivent s'adapter intellectuellement, admettre que la force armée ne renvoie pas seulement à l'agression, à l'injustice ou à la défense d'intérêts forcément sordides, reconnaître que la fin de l'ère des guerres totales ne signifie pas la fin des guerres limitées et n'implique pas que celles-ci se résument aux seules interventions humanitaires. Sur un plan plus concret, les Européens vont devoir s'organiser militairement et politiquement, c'est-à-dire décider de la méthode, des cadres (multi- ou bilatéraux) et des degrés d'interdépendance – mais aussi, c'est indispensable, *revoir à la hausse leurs dépenses de défense*. Ces nouvelles ne sont pas toutes mauvaises : la démilitarisation actuelle pourrait être l'occasion de clarifications politiques utiles, d'inventions de modes d'organisation plus intelligents, débarrassés de la tyrannie de l'existant.

En 1914, l'Europe étend sa guerre au monde ; en 1940, elle entraîne le reste du monde dans la guerre ; en 2014, nous prétendons sortir de la guerre et sortons peut-être du monde. Le phénomène de civilisation que nous vivons traduit peut-être un changement radical des modes de gouvernement et du système international ; il peut aussi nous renvoyer à la formule lapidaire de Hobbes : « Abandonner la course, c'est mourir. »



Mots clés

Europe
Démilitarisation
Guerre
Budgets de défense